

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 11476

Numéro SIREN : 535 010 276

Nom ou dénomination : STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 16/06/2020 sous le numéro de dépôt 15352

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 16/06/2020

Numéro de dépôt : 2020/15352

Déposant :

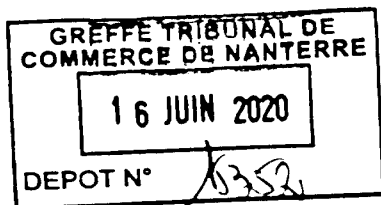
Nom/dénomination : STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Forme juridique : Société à responsabilité limitée

N° SIREN : 535 010 276

N° gestion : 2016 B 11476





Bilan - Actif

Déclaration au 31/12/2019

Copie
Certifiée conforme

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	288 203	241 615	46 588	61 961
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	14 359	8 277	6 082	10 015
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	213 211 918	33 210 902	180 001 016	187 012 670
Installations techniques, matériel, outillage	6 974 142	3 275 479	3 698 664	4 407 651
Autres immobilisations corporelles	2 241 234	734 856	1 506 378	1 638 835
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	101 110 342		101 110 342	104 097 065
ACTIF IMMOBILISE	323 840 199	37 471 129	286 369 069	297 228 197
STOCKS ET EN-COURS				
Matères premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 645		5 645	2 644
Avances et acomptes versés sur commandes	396		396	2 941
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	54 947 256	244 420	54 702 836	58 284 601
Autres créances	719 180		719 180	535 198
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	3 498 503		3 498 503	5 832 301
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	131 185		131 185	30 444
ACTIF CIRCULANT	59 302 165	244 420	59 057 745	64 688 128
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	383 142 364	37 715 550	345 426 814	361 916 326



[Signature]

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 9 941 027)	9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Reserve légale		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Reserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-13 606 936	-10 571 107
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 782 260	-3 035 829
Subventions d'investissement	63 333 333	65 833 333
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	56 885 165	62 167 425
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 500	
Provisions pour charges	1 247 512	1 048 661
PROVISIONS	1 253 012	1 048 661
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	101 544 421	104 599 315
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	8 125 042	7 808 355
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 947	34 725
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 770 921	1 689 065
Dettes fiscales et sociales	26 611 388	27 643 586
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 641	11 181
Autres dettes	1 956 147	3 790 756
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	146 265 131	153 123 257
DETTES	287 288 638	298 700 240
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	345 426 814	361 916 326

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	20 214 968	77 022	20 291 990	17 407 458
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	20 214 968	77 022	20 291 990	17 407 458
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 381 246	1 185 202
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			61	93
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			21 673 297	18 592 753
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			115 680	92 558
Variation de stock (marchandises)			-3 002	11 169
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			14 405 033	11 556 048
Impôts, taxes et versements assimilés			658 378	620 667
Salaires et traitements			641 007	681 030
Charges sociales			312 902	213 480
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 045 296	8 053 883
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			4 260	43 249
Dotations aux provisions			389 332	387 087
Autres charges			6 577	7 254
CHARGES D'EXPLOITATION			24 575 465	21 666 426
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 902 168	-3 073 673
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			2 932	456
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 932	456
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 381 141	2 426 667
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 381 141	2 426 667
RESULTAT FINANCIER			-2 378 209	-2 426 210
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-5 280 377	-5 499 883

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 617	672
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 503 379
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 503 617	2 504 050
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		23 760
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		17 143
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	5 500	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 500	40 903
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 498 117	2 463 147
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		-907
TOTAL DES PRODUITS	24 179 846	21 097 260
TOTAL DES CHARGES	26 962 106	24 133 089
BENEFICE OU PERTE	-2 782 260	-3 035 829

Annexe

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (ci-après « l'entreprise » ou « la société »). Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2019, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE pour l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,

Depuis 2016 le montant cumulé des pertes du STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (SBA) s'élève au 31 décembre 2019 à environ 13,6 millions d'euros.

Les frais d'exploitation (maintenance, frais de personnel, ...) se révèlent très supérieurs à ce qui était anticipé initialement, créant un déséquilibre avec le montant des redevances versées à la Bordeaux Métropole. Les mesures de réduction des coûts et de développement des recettes, mises en œuvre en 2019 n'ont pas pu permettre de résorber ce déséquilibre en 2019.

En outre, entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêt des comptes par le Comité de Surveillance le 9 avril 2020 sont survenus la crise sanitaire évolutive du Covid-19 et, en France et dans de nombreux pays, des mesures de confinement. La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive et, à ce stade, il est difficile d'anticiper à quel point l'impact sur l'activité sera négatif.

La résorption du déficit de SBA reposera principalement sur la capacité de la société à renégocier et rééquilibrer le contrat d'exploitation du stade avec la collectivité et ce dans le cadre du mécanisme prévu à l'article 14 du contrat de partenariat. Dans le contexte de crise sanitaire du Coronavirus, des incertitudes supplémentaires pèsent également sur les événements sportifs, concerts et séminaires qui seront organisés en 2020 voire les années suivantes et donc sur les futures recettes de SBA. La crise du Covid-19 remet ainsi en cause, d'une certaine manière, l'équilibre économique du contrat.

Pour faire face au déficit budgété sur 2020, un nouvel apport en compte courant des actionnaires a été réalisé en mars 2020 pour un montant de 1 M€, portant le solde des comptes courants d'associés à 9,125 M€.

La situation de trésorerie actuelle au 9 avril 2020 permet à la société de faire face à ses obligations de trésorerie jusqu'à la fin du 1er semestre 2020. Dans ce contexte, la société a engagé des discussions avec ses actionnaires pour obtenir leur soutien financier a minima jusqu'à la renégociation du contrat d'exploitation du stade avec Bordeaux Métropole qui devrait être initié/ intervenir au lendemain des élections métropolitaines ou au 30 juin 2020. Le soutien financier des actionnaires pourrait prendre la forme :

- d'une avance en compte courant à court terme ou d'un renforcement des fonds propres ;
- de la non exigibilité du remboursement de l'avance financière actuelle pour les 12 prochains mois ;

A la date d'arrêté des comptes intervenu le 9 avril 2020, le Comité de Surveillance a considéré que les discussions avec ses partenaires, en particulier Bordeaux Métropole, et/ou par de nouvelles modalités d'exploitation (sous-traitance), devraient aboutir favorablement et qu'en conséquence la société sera en mesure de faire face à ses besoins de financement au cours des mois à venir.

Sur cette base, le Comité de Surveillance a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, la crise sanitaire actuelle aggrave de manière significative l'incertitude sur la continuité d'exploitation car, en particulier, si la renégociation du contrat d'exploitation du stade avec la collectivité ne devait pas aboutir, la société ne serait pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait s'avérer alors inappropriée.

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt

L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction. Ces frais sont amortis au rythme de l'immobilisation, soit une durée de 30 ans.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissement des immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :

- Stade 30 ans – mode linéaire
- Equipements (TV, écrans géants,...) 10 ans – mode linéaire
- Equipements sportifs et pelouse 12 ans – mode linéaire
- Equipements WIFI HD 7 ans – mode linéaire
- Mobiliers (administratif, sportif et médias) 15 à 20 ans – mode linéaire

Installations techniques 5 à 10 ans

Matériel et outillage industriels :

- amortissement comptable durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif

Installations générales, agencements et aménagements divers 10 ans

Matériel de transport 2 à 5 ans – mode linéaire

Matériel de bureau 2 à 5 ans – mode linéaire

Matériel informatique 2 à 4 ans – mode linéaire

Mobilier 3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826,54€.

Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Daily auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2019, 2 986 723 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 101 110 342 €.

La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 101 110 342 € en fin d'exercice.

Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement la banque « SMBC » le capital et les intérêts de la créance cédée, et verse à SBA la TVA.

	417	164	512	708	276
	Ville de Bordeaux	Emprunt SMBC (Daily)	Banque SMBC	Loyer RI	Autres immo financières
Cession de créances - avr 18		114 321 827	114 321 827		
Facturation des loyers RI avr 18	180 497 643			151 247 952	
Virement poste à poste - avr 18		114 321 827			114 321 827
A nouveau 2019	55 476 049				
Remboursement emprunt de 18		2 986 723			104 097 065
Remboursement int Dlat de 18	2 056 396		2 056 396		
Remboursement TVA - de 18	1 008 624		1 008 624		
Produit constaté d'avance de 18				132 977 595	
Solde au 31 12 2019	52 411 029		101 110 342	5 043 119	101 110 342
	661		4455	487	
	Charges financières		Etat TVA à décaisser	Pdt Constat avance	
Facturation des loyers RI avr 18			30 249 590		
A nouveau 2019					
Remboursement int Dlat de 18	2 056 396		26 595 519	132 977 595	
Produit constaté d'avance de 18			1 008 624	132 977 595	
Solde au 31 12 2019	2 056 396		25 586 895	127 934 476	

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (FIFO).

La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.

Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2019.

Dépréciation des stocks de marchandises

À la clôture de l'exercice, une dépréciation de la valeur du stock est constatée lorsque la valeur d'inventaire des stocks et des en-cours est inférieure à leur valeur d'entrée.

Aucune dépréciation n'est constatée au 31/12/2019.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 54 947 256 €.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville pour sa partie non cédée, dénommée R1.1.b, pour un montant de 52 411 029 € (cf. schéma comptabilisation Dailly).

Cette créance dont le montant à l'origine de 67 175 716 € a été diminué, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 3 065 020 €.

Les produits excédents l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance. (cf. comptes de régularisation).

Les factures des prestations de l'Euro 2016 liées au manque à gagner (798 K€ HT) ont été annulées par des avoirs à émettre.

Dépréciation des créances

Les créances liées à des organismes publics ou les créances clients privés grands comptes sont dépréciées de la façon suivante :

- Créances échues depuis moins de 6 mois Appréciation cas par cas
- Créances échues entre 6 et 12 mois 50 %
- Créances échues depuis + de 12 mois 100 %

A la clôture les créances douteuses s'élèvent à 321 360 € TTC, dont 315 137 € facturés à la ville de Bordeaux à l'occasion de l'organisation des matchs de l'Euro 2016. Dans le cadre du litige opposant SBA à la ville sur l'Euro 2016, ces créances ont fait l'objet, à titre prudentiel, d'une provision inscrite au bilan pour un montant de 240 114 €.

La totalité des sommes comptabilisées au titre de l'Euro 2016 en solde au 31/12/2019 ont été provisionnées, soit en créances douteuses, soit en avoir à émettre, afin de respecter le principe comptable de prudence.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027 €. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et Vinci Concessions à 50%.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31 12 2019, le solde de la subvention est de 63 333 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2.

Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3e année d'exploitation (soit le 1er mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur Vinci énergie (anciennement Vinci Facilities).

Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31 12 2019 à 1 247 511 €, après une dotation annuelle de 389 332 €, et une reprise de 190 481 €, liée aux renouvellements effectué dans l'année (changement complet de la pelouse au mois de juin principalement).

Note sur la comptabilisation des opérations de GER :

Les équipements du stade mis à disposition en 2015 sont amortis principalement sur la durée du contrat, et inchangés.

Les renouvellements liés au plan GER n'ont pas d'impact sur le compte de résultat :

- La dépense de renouvellement est comptabilisée en charge
- La provision de GER est reprise du même montant

De même, le compte bancaire dédié au GER est ponctionné du montant (HT) payé pour le renouvellement.

A la suite de l'audit du plan de GER réalisé en 2018, aucune modification du montant de la provision globale de GER n'a été identifiée.

Comptes courants d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant.

En mars 2018, un nouvel apport de 1 500 000 € a été fait. Cet apport est rémunéré à 4%.

Les intérêts calculés en 2018 n'ont pas été versés aux actionnaires, mais intégrés en comptes courants au 1^{er} janvier 2019, portant leur montant à 7 808 355 €.

Le dépassement de la limite fiscale des intérêts calculés est réintégré au résultat fiscal pour un montant de 209 264 € en 2019.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s'élève à 26 611 388 € incluant le solde de la TVA des créances R1.1.a, R1.1.b pour 25 586 895 € (cf. *schéma comptabilisation Dailly*).

Comptes de régularisation

Comme évoqué au paragraphe Créances, les produits ne concernant pas l'exercice ont été neutralisés par un produit constaté d'avance de 146 265 130 €.

Ce dernier comprend principalement :

- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 127 934 476 € (cf. *schéma comptabilisation Dailly*).
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 16 888 889 € au 31/12/2019.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Le montant des engagements de la société s'élève à 8 178 euros. Aucune provision n'a été constatée.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	0.77 %
- Taux de croissance des salaires	1 %
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2014-2016

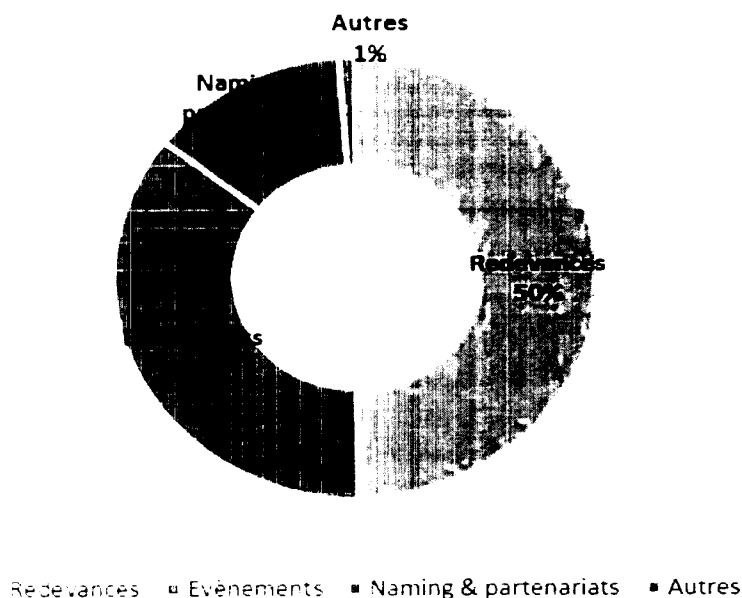
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitation

Le chiffre d'affaire se décompose en 4 activités principales, les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.

Les événements sont distingués en deux catégories, les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise...), et les grands événements (concerts, matchs de l'UBB, etc.).

Répartition du CA 2019



Pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, la société Stade Bordeaux Atlantique a accueilli 4 manifestations sportives (2 demi-finales du TOP 14, un match de l'équipe féminine de la FFF et 1 matchs UBB) et 2 concerts.

Tout en garantissant l'accueil des matchs du Club résident (22 matchs en 2019, contre 26 en 2018), SBA a également organisé 95 séminaires (contre 105 en 2018).

Les charges d'exploitation de l'exercice, s'élèvent à 24 575 464 €. Elles comprennent les dotations aux amortissements pour 8 045 295 €.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Impôts sur les bénéfices

Suite à la déclaration d'inconstitutionnalité de la contribution de 3% sur les revenus distribués, les 832 € versés par SBA en 2016 à ce titre ont été remboursés par l'Etat en aout 2018.

Le crédit de 907 € apparaissant dans les comptes 2018 correspond au remboursement et aux intérêts moratoires liés.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par l'entreprise de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Du fait des déficits successifs, le montant du CICE des années civiles 2016, 2017 et 2018 n'a pas pu être imputé sur l'impôt sur les sociétés.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

A noter qu'en 2018, 2 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte	23 613		23 613
Montant total des honoraires	23 613	0	23 613

AUTRES INFORMATIONS**Identité de la société mère consolidant les comptes de la société**

Dénomination sociale : FAYAT

Forme : SAS

Au capital de : 110 000 000 euros

Adresse du siège social : 137 rue du Palais Gallien
33029 BORDEAUX CEDEX

Dénomination sociale : VINCI CONCESSIONS

Forme : SAS

Au capital de : 4 306 925 772 euros

Adresse du siège social : 12-14 rue Louis Blériot
92500 RUEIL MALMAISON

FAITS MARQUANTS

Il s'agit du cinquième exercice d'exploitation, et le quatrième sur 12 mois.

SBA a accueilli 6 grands événements sur l'année 2019 :

- 4 rencontres sportives :
 - 2 demi-finales du Top 14 les 8 et 9/06/2019
 - 1 match de l'équipe féminine de la FFF le 09/11/2019
 - 1 match UBB (saison 2019/2020) le 22/12/2019
- 2 concerts :
 - Ed Sheeran le 29/05/2019
 - Muse le 16/07/2019

L'exceptionnelle richesse des affiches a permis d'enregistrer des affluences records : plus forte affluence pour un match de rugby lors de la demi-finale du Top 14 Toulouse – La Rochelle (42 075 spectateurs) et plus forte affluence lors du concert de Ed Sheeran (42 716 personnes).

La succession des concerts et des matchs a conduit à un double changement de pelouse sur l'année, mais a également été mise à profit pour développer une nouvelle activité : avant un changement de pelouse, des terrains de foot ont été loués à des particuliers. Ces derniers ont ainsi pu découvrir le stade côté coulisses le temps d'un match, lors de l'Orange Foot Park qui s'est déroulé en juin et juillet 2019.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels :

Litige Euro 2016

Les dépenses d'aménagement nécessaires au déroulement de l'Euro 2016 qui ont été payées soit par la ville, soit par Euro2016, ont comptabilisées en recettes au titre de l'exercice 2016.

SBA et la Ville de Bordeaux n'ayant pas trouvé d'accord sur les conditions financières de l'accueil de l'Euro 2016 (non définies dans le contrat de partenariat), une procédure contentieuse a été entamée par SBA fin 2016. La société réclame le paiement des prestations commandées mais non payées, ainsi que le manque à gagner résultant de la mise à disposition du stade pendant 2 mois.

Le montant réclamé s'élève à 1 756 K€ HT.

Fin 2018, le tribunal administratif a rejeté la requête de SBA. Une requête en appel a été déposée. Début 2020, la Ville de Bordeaux a rendu son mémoire en défense, la réplique de SBA est en cours de rédaction.

Pour mémoire, la Ville de Bordeaux a payé 707 K€ HT à SBA pour la mise à disposition du stade, tandis qu'elle a perçu 1 394 K€ HT de la FFF pour recevoir 5 matchs de l'Euro 2016.

Financement du projet :

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux.

Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

S'agissant du financement, outre l'apport des actionnaires, le titulaire du contrat de partenariat reçoit une rémunération de la ville pendant toute la durée du contrat couvrant les coûts suivants :

- *Études et conception*
- *Coûts annexe à la construction*
- *Intérêts intercalaires*
- *Coûts de fonctionnement*
- *Coûts de financement*

Cette rémunération est détaillée dans le contrat de partenariat comme suit (valeur à mai 2011) :

- *Redevance financière R1 de 8.120.179 € HT*
- *Redevance R2 gros entretien renouvellement (GER) de 619.391 € HT*
- *Redevance R3 d'entretien maintenance de 1.464.000 € HT*
- *Redevance R4 de gestion de 954.872 € HT (frais de gestion 364.287 € HT et impôt sur les sociétés 590.585 € HT).*
- *Recettes annexes garanties (RA) tirées de l'exploitation et venant en déduction des redevances dues par la ville, de 4.485.250 € HT*

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Ainsi, tandis que les redevances versées par la collectivité selon le contrat étaient de 11 M€ (en valeur 2011, cf. détail dans le tableau ci-dessous), le montant des redevances réellement facturées en 2019 sont les suivantes :

Redevances	déc.-19	mai-11
Redevance financière R1	6 184 116	8 120 179
Redevance R2 (GER)	686 824	619 391
Redevance R3 (entretien-maintenance)	1 697 665	1 464 000
Redevance R4 (gestion)	902 139	954 872
Sous-total redevances perçues par SBA	9 470 744	11 158 442
RA, recettes annexes garanties	- 4 605 944	- 4 485 250
Sous-total redevances versées par SBA	- 4 605 944	- 4 485 250
Total redevances	4 864 800	6 673 192

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose en :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)
- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des coûts d'investissements financée par les fonds propres)

Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 Avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**Prévisions d'activité en 2020 :**

En réponse à la crise sanitaire du Coronavirus, le Gouvernement a décidé des mesures de confinement pour protéger la population. Les arrêtés des 14 et 15 mars 2020 ont imposé la fermeture des établissements accueillant du public, interrompant brutalement l'activité de SBA.

SBA a par conséquent procédé à la fermeture temporaire du stade le lundi 16 mars 2020.

C'est dans ce cadre que la société a placé ses salariés en activité partielle à 100% et en télétravail pour les deux personnes qui bénéficient d'un contrat de mise à disposition.

Considérant que le covid-19 est un cas de force majeure, la société a informé la Métropole que les recettes nettes garanties ne pourront donc plus être versées. Le montant dû à la date d'arrêt des comptes du 9 avril 2020 s'élevait à 1,2 M€.

Les risques principaux de cette crise sanitaire résident dans l'incertitude d'une date de reprise de l'exploitation du stade ainsi que d'une forte baisse de l'activité, notamment due à l'annulation d'événements dans les mois futurs.

La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive. A ce stade, il est difficile d'anticiper à quel point l'impact sur l'activité sera négatif.

Changement de prêteur :

Le 16 01 2020, Dexia Crédit Local a cédé ses 50% de la créance Dailly à La banque postale. Le montant de la créance cédée est de 50 555 171 €.

Cette cession n'a aucune incidence financière pour SBA ni pour Bordeaux Métropole.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	280 562		22 000
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	212 907 279		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	204 535		100 103
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 969 414		4 728
Installations générales, agenc., aménag.	2 129 684		34 581
Matériel de transport			4 356
Matériel de bureau, informatique, mobilier	65 490		7 122
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	222 276 404		150 891
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	104 097 065		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	104 097 065		
TOTAL GENERAL	326 654 031		172 891

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			302 562	
Terrains				
Constructions sur sol propre			212 907 279	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			304 639	
Installations techn., matériel et outillages ind.			6 974 142	
Installations générales, agencements divers			2 164 265	
Matériel de transport			4 356	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			72 612	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			222 427 294	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	2 986 723		101 110 342	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 986 723		101 110 342	
TOTAL GENERAL	2 986 723		323 840 199	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	208 586	41 307		249 893
Terrains				
Constructions sur sol propre	26 073 850	7 096 909		33 170 760
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	25 294	14 849		40 143
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 561 764	713 715		3 275 479
Installations générales, agenc. et aménag. divers	531 649	166 456		698 105
Matériel de transport		474		474
Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 691	11 585		36 276
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 217 248	8 003 989		37 221 237
TOTAL GENERAL	29 425 834	8 045 296		37 471 129

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations		Amort.fisc. exception.	Reprises		Amort.fisc. exception.	Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif		Différentiel de durée et autres	Mode dégressif		amortissements fin exercice

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités		5 500		5 500
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	1 048 661	389 332	190 481	1 247 512
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 048 661	394 832	190 481	1 253 012
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	240 160	4 260		244 420
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	240 160	4 260		244 420
TOTAL GENERAL	1 288 821	399 093	190 481	1 497 432
Dotations et reprises d'exploitation		393 593	190 481	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		5 500		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	101 110 342	3 066 336	98 044 006
Clients douteux ou litigieux	321 360	321 360	
Autres créances clients	54 625 896	5 230 533	49 395 363
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	599	599	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 079	4 079	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	614 155	614 155	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	49 824	49 824	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	50 523	50 523	
Charges constatées d'avance	131 185	131 185	
TOTAL GENERAL	156 907 964	9 468 595	147 439 369

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	101 544 421	3 500 415	13 175 657	84 868 349
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 770 921	2 770 921		
Personnel et comptes rattachés	145 788	145 788		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	109 234	109 234		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	26 338 014	1 013 667	4 856 724	20 467 623
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	18 352	18 352		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 641	7 641		
Groupe et associés	8 125 042			8 125 042
Autres dettes	1 956 147	1 956 147		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	146 265 131	7 176 769	36 750 248	102 338 114
TOTAL GENERAL	287 280 691	16 698 934	54 782 629	215 799 128

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40800000	Fournisseur factures non parvenues	1 288 100,06	828 585,91	459 514,15
40800100	Fournisseurs FNP Livrées non Factur		34 566,88	-34 566,88
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		1 288 100,06	863 152,79	424 947,27
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
40840000	Fournisseur factures non parvenues	5 811,13	5 528,91	282,22
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		5 811,13	5 528,91	282,22
AUTRES DETTES				
41980000	Avoirs à établir clients	1 046 039,64	999 276,84	46 762,80
45880000	Intérêts courus sur comptes courant	316 687,22	290 875,87	25 811,35
46860000	Divers - charges à payer	1 500,00	1 500,00	
TOTAL AUTRES DETTES		1 364 226,86	1 291 652,71	72 574,15
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Personnel - provision congés payés	34 448,00	34 444,00	4,00
42860000	Personnel - autres charges à payer	111 340,00	98 586,00	12 754,00
42863000	Frais déplacemt personnel, pensions	-599,00	1 073,10	-1 672,10
43820000	Cap charges sociales sur congés pay	17 224,00	17 222,00	2,00
43860000	Organismes sociaux cha payer	48 670,00	46 177,50	2 492,50
44860000	État charges à payer	12 343,34	26 567,61	-14 224,27
44861800	Charge à payer C3S	800,00		800,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		224 226,34	224 070,21	156,13
TOTAL CHARGES A PAYER		2 882 364,39	2 384 404,62	497 959,77

Charges et produits constatés
d'avance

Déclaration au 31/12/2019

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
45600000	Charges constatées d'avance	131 184,70	30 444,28	100 740,42
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		131 184,70	30 444,28	100 740,42
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48100000	Produits constatés d'avance (F.)	-146 265 130,72	-153 123 257,44	6 858 126,72
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-146 265 130,72	-153 123 257,44	6 858 126,72

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	Clients - factures à établir	735 574,51	481 798,14	253 776,37
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		735 574,51	481 798,14	253 776,37
AUTRES CREANCES				
40980000	Fournisseurs - rrr et avoirs à obte	50 496,00	59 311,20	-8 815,20
43870000	Organismes sociaux pdt à recevoir	280,73	-254,77	535,50
44870000	État produits à recevoir	49 823,88	49 823,88	
46870000	Divers - produits à recevoir		409,40	-409,40
TOTAL AUTRES CREANCES		100 600,61	109 289,71	-8 689,10
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		836 175,12	591 087,85	245 087,27

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	9 941 027			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		62 167 425
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		62 167 425
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	3 035 829	
Variations des subventions d'investissement	2 500 000	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		3 035 829
Résultat de l'exercice	2 782 260	
SOLDE		5 282 260
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		56 885 165

Provisions pour risques et charges

Déclaration au 31/12/2019

Rubriques	Situation et mouvements				Provisions à la fin de l'exercice
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions Montants utilisés au cours de l'exercice	Diminutions Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	1 048 661	389 332	190 481		1 247 512
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	1 048 661	389 332	190 481		1 247 512



[Signature]

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018	%
Loyer R1.1.a redevance financière capital	2 986 723		2 986 723	2 891 436	3,30 %
Loyer R1.1.b redevance financière intérêts	2 056 396		2 056 396	2 126 593	-3,30 %
Loyer R1.1.2 redevances financière non cédée	1 140 997		1 140 997	1 135 321	0,50 %
Loyer R2 redevance GER	686 824		686 824	678 374	1,25 %
Loyer R3 redevance exploitation maintenance	1 697 665		1 697 665	1 673 798	1,43 %
Loyer R4 redevance de Gestion	902 139		902 139	896 540	0,62 %
Avance sur loyer	666 667		666 667	666 667	
Événements	7 151 222	71 589	7 222 811	4 454 997	62,13 %
Naming Partenariat et loges	2 714 644		2 714 644	2 611 086	3,97 %
Autres prestations	211 692	5 432	217 124	272 647	-20,36 %

TOTAL	20 214 969	77 021	20 291 990	17 407 459	16,57 %
--------------	-------------------	---------------	-------------------	-------------------	----------------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantages en nature	3 383	79116000
Remboursements formation	410	79111400
Indemnités assurances	217 276	79121100
Refacturation travaux - frais	969 696	79120000
TOTAL		1 190 765

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Provision pour amende	5 500	68758000

TOTAL	5 500	
--------------	--------------	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Quote part de subvention virée au résultat	2 500 000	77700000
Régularisation exercices antérieurs	3 617	77800000

TOTAL	2 503 617	
--------------	------------------	--

Categories d engagements	Total	Engagements donnés				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Au profit de Autres entreprises liées	Autres

noèmes fin de carrière

TOTAL						
Categories d engagements	Total	Engagements reçus				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Accordés par Autres entreprises liées	Autres
Vaonabon couverture Swap de taux	6 471 435					6 471 435

TOTAL		Engagements réciproques				
Categories d engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				1 021 992	1 021 992
Exercice en cours				291 237	291 237
TOTAL				1 313 229	1 313 229
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				187 923	187 923
A plus d'un an et moins de 5 ans				4 802	4 802
A plus de cinq ans					
TOTAL				192 725	192 725
VALEUR RESIDUELLE				17 000	17 000
Montant pris en charge ds exerc.				291 237	291 237

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen	13	2
Effectif moyen intérimaires		2
TOTAL	13	4

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	9 941 027	9 941 027	9 941 027	9 941 027	9 941 027
Nombre d'actions					
- ordinaires					
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	20 291 990	17 407 458	19 741 363	19 206 186	13 045 444
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	5 471 647	5 198 567	5 054 614	5 264 806	1 870 959
Impôts sur les bénéfices		-907		832	
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	8 253 907	8 235 303	8 393 860	8 556 336	5 536 414
Résultat net	-2 782 260	-3 035 829	-3 339 246	-3 292 362	-3 665 454
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	13	12	11	11	
Masse salariale	641 007	681 030	500 290	523 663	
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	312 902	213 480	239 241	388 473	

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

12-14 rue Louis Blériot

92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

Société par actions simplifiée

12-14 rue Louis Blériot

92500 Rueil Malmaison

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux associés de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le comité de surveillance le 9 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Base de préparation des comptes sociaux » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de surveillance arrêté le 9 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 14 avril 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Mathieu PERROMAT

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE

12-14 Rue Louis BLERIOT

92500 RUEIL-MALMAISON

Comptes au 31/12/2019



COMPTES ANNUELS

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	288 203	241 615	46 588	61 961
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	14 359	8 277	6 082	10 015
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	213 211 918	33 210 902	180 001 016	187 012 670
Installations techniques, matériel, outillage	6 974 142	3 275 479	3 698 664	4 407 651
Autres immobilisations corporelles	2 241 234	734 856	1 506 378	1 638 835
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	101 110 342		101 110 342	104 097 065
ACTIF IMMOBILISE	323 840 199	37 471 129	286 369 069	297 228 197
STOCKS ET EN-COURS				
Matères premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 645		5 645	2 644
Avances et acomptes versés sur commandes	396		396	2 941
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	54 947 256	244 420	54 702 836	58 284 601
Autres créances	719 180		719 180	535 198
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	3 498 503		3 498 503	5 832 301
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	131 185		131 185	30 444
ACTIF CIRCULANT	59 302 165	244 420	59 057 745	64 688 128
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	383 142 364	37 715 550	345 426 814	361 916 326



[Signature]

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 9 941 027)	9 941 027	9 941 027
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-13 606 936	-10 571 107
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 782 260	-3 035 829
Subventions d'investissement	63 333 333	65 833 333
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	56 885 165	62 167 425
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 500	
Provisions pour charges	1 247 512	1 048 661
PROVISIONS	1 253 012	1 048 661
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	101 544 421	104 599 315
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	8 125 042	7 808 355
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 947	34 725
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 770 921	1 689 065
Dettes fiscales et sociales	26 611 388	27 643 586
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 641	11 181
Autres dettes	1 956 147	3 790 756
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	146 265 131	153 123 257
DETTES	287 288 638	298 700 240
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	345 426 814	361 916 326

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	20 214 968	77 022	20 291 990	17 407 458
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	20 214 968	77 022	20 291 990	17 407 458
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 381 246	1 185 202
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			61	93
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			21 673 297	18 592 753
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			115 680	92 558
Variation de stock (marchandises)			-3 002	11 169
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			14 405 033	11 556 048
Autres achats et charges externes			658 378	620 667
Impôts, taxes et versements assimilés			641 007	681 030
Salaires et traitements			312 902	213 480
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION			8 045 296	8 053 883
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			4 260	43 249
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			389 332	387 087
Dotations aux provisions			6 577	7 254
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			24 575 465	21 666 426
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 902 168	-3 073 673
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			2 932	456
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 932	456
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 381 141	2 426 667
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 381 141	2 426 667
RESULTAT FINANCIER			-2 378 209	-2 426 210
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-5 280 377	-5 499 883

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2019

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 617	672
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 500 000	2 503 379
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 503 617	2 504 050
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		23 760
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		17 143
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	5 500	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 500	40 903
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 498 117	2 463 147
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		-907
TOTAL DES PRODUITS	24 179 846	21 097 260
TOTAL DES CHARGES	26 962 106	24 133 089
BENEFICE OU PERTE	-2 782 260	-3 035 829

Annexe



[Signature]

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (ci-après « l'entreprise » ou « la société »). Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2019, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de STADE BORDEAUX ATLANTIQUE pour l'exercice au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,

Depuis 2016 le montant cumulé des pertes du STADE BORDEAUX ATLANTIQUE (SBA) s'élève au 31 décembre 2019 à environ 13,6 millions d'euros.

Les frais d'exploitation (maintenance, frais de personnel, ...) se révèlent très supérieurs à ce qui était anticipé initialement, créant un déséquilibre avec le montant des redevances versées à la Bordeaux Métropole. Les mesures de réduction des coûts et de développement des recettes, mises en œuvre en 2019 n'ont pas pu permettre de résorber ce déséquilibre en 2019.

En outre, entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes par le Comité de Surveillance le 9 avril 2020 sont survenus la crise sanitaire évolutive du Covid-19 et, en France et dans de nombreux pays, des mesures de confinement. La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive et, à ce stade, il est difficile d'anticiper à quel point l'impact sur l'activité sera négatif.

La résorption du déficit de SBA reposera principalement sur la capacité de la société à renégocier et rééquilibrer le contrat d'exploitation du stade avec la collectivité et ce dans le cadre du mécanisme prévu à l'article 14 du contrat de partenariat. Dans le contexte de crise sanitaire du Coronavirus, des incertitudes supplémentaires pèsent également sur les événements sportifs, concerts et séminaires qui seront organisés en 2020 voire les années suivantes et donc sur les futures recettes de SBA. La crise du Covid-19 remet ainsi en cause, d'une certaine manière, l'équilibre économique du contrat.

Pour faire face au déficit budgété sur 2020, un nouvel apport en compte courant des actionnaires a été réalisé en mars 2020 pour un montant de 1 M€, portant le solde des comptes courants d'associés à 9,125 M€.

La situation de trésorerie actuelle au 9 avril 2020 permet à la société de faire face à ses obligations de trésorerie jusqu'à la fin du 1er semestre 2020. Dans ce contexte, la société a engagé des discussions avec ses actionnaires pour obtenir leur soutien financier à minima jusqu'à la renégociation du contrat d'exploitation du stade avec Bordeaux Métropole qui devrait être initié/ intervenir au lendemain des élections métropolitaines ou au 30 juin 2020. Le soutien financier des actionnaires pourrait prendre la forme :

- d'une avance en compte courant à court terme ou d'un renforcement des fonds propres ;
- de la non exigibilité du remboursement de l'avance financière actuelle pour les 12 prochains mois ;

A la date d'arrêt des comptes intervenu le 9 avril 2020, le Comité de Surveillance a considéré que les discussions avec ses partenaires, en particulier Bordeaux Métropole, et/ou par de nouvelles modalités d'exploitation (sous-traitance), devraient aboutir favorablement et qu'en conséquence la société sera en mesure de faire face à ses besoins de financement au cours des mois à venir.

Sur cette base, le Comité de Surveillance a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation.

Toutefois, la crise sanitaire actuelle aggrave de manière significative l'incertitude sur la continuité d'exploitation car, en particulier, si la renégociation du contrat d'exploitation du stade avec la collectivité ne devait pas aboutir, la société ne serait pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait s'avérer alors inappropriée.

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Coûts d'emprunt

L'option a été prise d'intégrer dans le coût de la construction du stade les frais financiers portés pendant toute la période de la construction. Ces frais sont amortis au rythme de l'immobilisation, soit une durée de 30 ans.

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissement des immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :

- Stade 30 ans – mode linéaire
- Equipements (TV, écrans géants,...) 10 ans – mode linéaire
- Equipements sportifs et pelouse 12 ans – mode linéaire
- Equipements WIFI HD 7 ans – mode linéaire
- Mobiliers (administratif, sportif et médias) 15 à 20 ans – mode linéaire

Installations techniques

5 à 10 ans

Matériel et outillage industriels :

- amortissement comptable durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif

Installations générales, agencements et aménagements divers

10 ans

Matériel de transport

2 à 5 ans – mode linéaire

Matériel de bureau

2 à 5 ans – mode linéaire

Matériel informatique

2 à 4 ans – mode linéaire

Mobilier

3 à 5 ans

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

Sont inscrits en autres immobilisations financières, le reclassement de la créance R1.1.a détenue sur la ville de Bordeaux pour un montant à l'origine de 114 321 826,54€.

Cette créance a fait l'objet d'une mobilisation Dailly auprès des banques Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Les banques ont opposé une garantie au financement de la cession de la créance professionnelle au moyen d'un accord autonome signé par les parties en date du 28 octobre 2011.

Au cours de l'exercice 2019, 2 986 723 € ont été remboursés aux prêteurs, et le montant de la créance à la clôture est de 101 110 342 €.

La contrepartie financière a été comptabilisée au passif du bilan en emprunt et dette pour le même montant soit, 101 110 342 € en fin d'exercice.

Au fur et à mesure des échéances trimestrielles, la ville verse directement la banque « SMBC » le capital et les intérêts de la créance cédée, et verse à SBA la TVA.

	411 Ville de Bordeaux	164 Emprunt SMBC (Dailly)	512 Banque SMBC	708 Loyer R1	276 Autres immo financières	
Cession de créances - avr-15			114 321 827			
Facturation des loyers R1 avr-15	151 497 543			151 247 952		
Virement poste à poste - avr-15	114 321 827				114 321 827	
A nouveau 2019	55 476 049		104 097 065		104 097 065	2 986 723
Remboursement emprunt dec-19		2 986 723				
Remboursement int Dai dec-19	2 056 396		2 056 396			
Remboursement TVA - dec-19	1 008 624		1 008 624			
Loyers constaté d'avance dec-19				132 977 595		
Solde au 31 12 2019	52 411 029	101 110 342		5 043 119	101 110 342	
	661 Charges financières		4455 État TVA à décaisser	487 Pdt Constat avance		
Facturation des loyers R1 avr-15			30 249 590			
A nouveau 2019			26 595 519	132 977 595		
Remboursement int Dai dec-19	2 056 396		1 008 624			
Produit constaté d'avance dec-19				132 977 595		
Solde au 31 12 2019	2 056 396		25 586 895	127 934 476		

Stocks de marchandises

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (FIFO).

La société SBA à recours à des contrats de partenariat qui lui assurent un prix d'approvisionnement fixe pendant la durée du contrat.

Le stock à la clôture est composé des marchandises achetées auprès de nos partenaires non consommées au 31/12/2019.

Dépréciation des stocks de marchandises

À la clôture de l'exercice, une dépréciation de la valeur du stock est constatée lorsque la valeur d'inventaire des stocks et des en-cours est inférieure à leur valeur d'entrée.

Aucune dépréciation n'est constatée au 31/12/2019.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances brutes figurent à l'actif du bilan pour un montant de 54 947 256 €.

Elles sont principalement composées de la créance de la ville pour sa partie non cédée, dénommée R1.1.b, pour un montant de 52 411 029 € (cf. schéma comptabilisation Dailly).

Cette créance dont le montant à l'origine de 67 175 716 € a été diminué, conformément à l'échéancier annexé, des paiements intervenus au cours de l'exercice à hauteur de 3 065 020 €.

Les produits excédents l'exercice en cours sont neutralisés au moyen de produits constatés d'avance. (cf. comptes de régularisation).

Les factures des prestations de l'Euro 2016 liées au manque à gagner (798 K€ HT) ont été annulées par des avoirs à émettre.

Dépréciation des créances

Les créances liées à des organismes publics ou les créances clients privés grands comptes sont dépréciées de la façon suivante :

- Créances échues depuis moins de 6 mois Appréciation cas par cas
- Créances échues entre 6 et 12 mois 50 %
- Créances échues depuis + de 12 mois 100 %

A la clôture les créances douteuses s'élèvent à 321 360 € TTC, dont 315 137 € facturés à la ville de Bordeaux à l'occasion de l'organisation des matchs de l'Euro 2016. Dans le cadre du litige opposant SBA à la ville sur l'Euro 2016, ces créances ont fait l'objet, à titre prudentiel, d'une provision inscrite au bilan pour un montant de 240 114 €.

La totalité des sommes comptabilisées au titre de l'Euro 2016 en solde au 31/12/2019 ont été provisionnées, soit en avoir à émettre, afin de respecter le principe comptable de prudence.

Capital social

Suite à l'intégration de la dette subordonnée en date du 14/12/2015, le capital social s'élève à 9 941 027 €. Aucune modification n'est intervenue au cours de l'exercice.

Les actionnaires de SBA sont Fayat SAS à 50% et Vinci Concessions à 50%.

Subvention d'investissement

La société SBA a reçu une subvention d'investissement de 75 millions d'euros pendant la phase construction. Cette subvention est rapportée au rythme de l'amortissement qu'elle finance, elle est donc reprise au résultat sur la durée du contrat.

Au 31 12 2019, le solde de la subvention est de 63 333 333 € après une reprise annuelle de 2 500 000 €, inscrite en produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'événements passés.

Au titre de l'article 11.2.2 du contrat de partenariat signé le 28 octobre 2011, la société SBA reçoit de la ville de Bordeaux une redevance durant la période d'exploitation au titre des gros entretiens et réparations (GER), la redevance R2.

Cette redevance R2 suit un plan de GER annexé au contrat qui prévoit des interventions à partir de la 3e année d'exploitation (soit le 1er mai 2017).

La société SBA reverse dans le cadre du contrat entretien maintenance (CEM) une partie de cette redevance au mainteneur Vinci énergie (anciennement Vinci Facilities).

Le solde de cette redevance correspond aux travaux assurés par la société SBA. Il fait l'objet d'une dotation au titre des provisions pour grosses réparations.

Conformément au contrat de partenariat, le montant de la provision est versé sur compte ouvert à cet effet auprès de la banque Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe.

La provision s'élève au 31 12 2019 à 1 247 511 €, après une dotation annuelle de 389 332 €, et une reprise de 190 481 €, liée aux renouvellements effectué dans l'année (changement complet de la pelouse au mois de juin principalement).

Note sur la comptabilisation des opérations de GER :

Les équipements du stade mis à disposition en 2015 sont amortis principalement sur la durée du contrat, et inchangés.

Les renouvellements liés au plan GER n'ont pas d'impact sur le compte de résultat :

- La dépense de renouvellement est comptabilisée en charge
- La provision de GER est reprise du même montant

De même, le compte bancaire dédié au GER est ponctionné du montant (HT) payé pour le renouvellement.

A la suite de l'audit du plan de GER réalisé en 2018, aucune modification du montant de la provision globale de GER n'a été identifiée.

Comptes courants d'associés

Les actionnaires ont en 2015 fait des apports à hauteur de 5 500 000 € en compte courant. En mars 2018, un nouvel apport de 1 500 000 € a été fait. Cet apport est rémunéré à 4%.

Les intérêts calculés en 2018 n'ont pas été versés aux actionnaires, mais intégrés en comptes courants au 1^{er} janvier 2019, portant leur montant à 7 808 355 €.

Le dépassement de la limite fiscale des intérêts calculés est réintégré au résultat fiscal pour un montant de 209 264 € en 2019.

Dettes fiscales et sociales

Au bilan, le poste des dettes fiscales et sociales s'élève à 26 611 388 € incluant le solde de la TVA des créances R1.1.a, R1.1.b pour 25 586 895 € (cf. *schéma comptabilisation Dailly*).

Comptes de régularisation

Comme évoqué au paragraphe Créances, les produits ne concernant pas l'exercice ont été neutralisés par un produit constaté d'avance de 146 265 130 €.

Ce dernier comprend principalement :

- la créance du loyer R1.1.a, à hauteur de 127 934 476 € (cf. *schéma comptabilisation Dailly*).
- l'avance sur loyer de 20 M€, soit 16 888 889 € au 31/12/2019.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Le montant des engagements de la société s'élève à 8 178 euros. Aucune provision n'a été constatée.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation	0.77 %
- Taux de croissance des salaires	1 %
- Age de départ à la retraite	67 ans
- Table de taux de mortalité	table INSEE 2014-2016

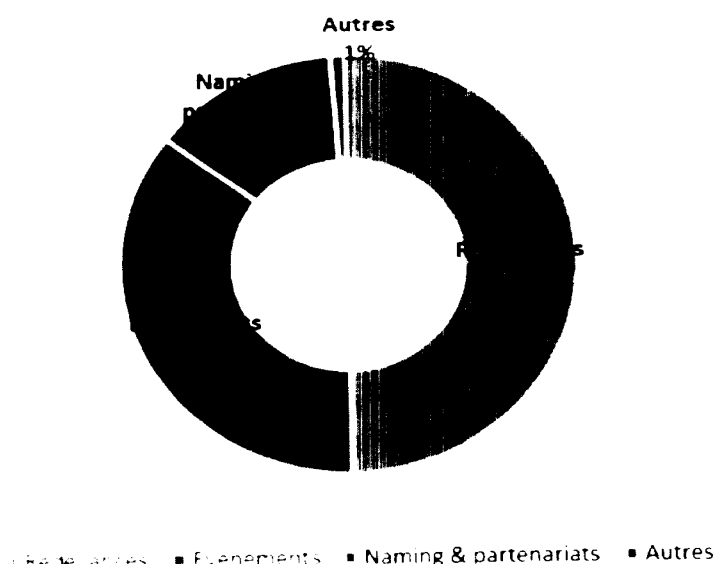
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Produits et charges d'exploitation

Le chiffre d'affaire se décompose en 4 activités principales, les redevances, les partenariats (y.c. le Naming), les événements et les autres activités.

Les événements sont distingués en deux catégories, les événements d'entreprises (séminaires d'entreprise...), et les grands événements (concerts, matchs de l'UBB, etc.).

Répartition du CA 2019



Pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, la société Stade Bordeaux Atlantique a accueilli 4 manifestations sportives (2 demi-finales du TOP 14, un match de l'équipe féminine de la FFF et 1 matchs UBB) et 2 concerts.

Tout en garantissant l'accueil des matchs du Club résident (22 matchs en 2019, contre 26 en 2018), SBA a également organisé 95 séminaires (contre 105 en 2018).

Les charges d'exploitation de l'exercice, s'élèvent à 24 575 464 €. Elles comprennent les dotations aux amortissements pour 8 045 295 €.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Impôts sur les bénéfices

Suite à la déclaration d'inconstitutionnalité de la contribution de 3% sur les revenus distribués, les 832 € versés par SBA en 2016 à ce titre ont été remboursés par l'Etat en aout 2018.

Le crédit de 907 € apparaissant dans les comptes 2018 correspond au remboursement et aux intérêts moratoires liés.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

L'utilisation par l'entreprise de ce crédit d'impôt a été conforme aux objectifs prévus par la loi, notamment dans le financement du fonds de roulement.

Du fait des déficits successifs, le montant du CICE des années civiles 2016, 2017 et 2018 n'a pas pu être imputé sur l'impôt sur les sociétés.

Effectif moyen

L'effectif moyen ne tient pas compte du personnel mis à disposition, notamment le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté.

A noter qu'en 2018, 2 personnes étaient mises à disposition de SBA à temps complet par des sociétés des groupes actionnaires.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Deloitte	23 613		23 613
Montant total des honoraires	23 613	0	23 613

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : FAYAT
Forme : SAS
Au capital de : 110 000 000 euros
Adresse du siège social : 137 rue du Palais Gallien
33029 BORDEAUX CEDEX

Dénomination sociale : VINCI CONCESSIONS
Forme : SAS
Au capital de : 4 306 925 772 euros
Adresse du siège social : 12-14 rue Louis Blériot
92500 RUEIL MALMAISON

FAITS MARQUANTS

Il s'agit du cinquième exercice d'exploitation, et le quatrième sur 12 mois.

SBA a accueilli 6 grands événements sur l'année 2019 :

- 4 rencontres sportives :
 - 2 demi-finales du Top 14 les 8 et 9/06/2019
 - 1 match de l'équipe féminine de la FFF le 09/11/2019
 - 1 match UBB (saison 2019/2020) le 22/12/2019
- 2 concerts :
 - Ed Sheeran le 29/05/2019
 - Muse le 16/07/2019

L'exceptionnelle richesse des affiches a permis d'enregistrer des affluences records : plus forte affluence pour un match de rugby lors de la demi-finale du Top 14 Toulouse – La Rochelle (42 075 spectateurs) et plus forte affluence lors du concert de Ed Sheeran (42 716 personnes).

La succession des concerts et des matchs a conduit à un double changement de pelouse sur l'année, mais a également été mise à profit pour développer une nouvelle activité : avant un changement de pelouse, des terrains de foot ont été loués à des particuliers. Ces derniers ont ainsi pu découvrir le stade côté coulisses le temps d'un match, lors de l'Orange Foot Park qui s'est déroulé en juin et juillet 2019.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Rappels :

Litige Euro 2016

Les dépenses d'aménagement nécessaires au déroulement de l'Euro 2016 qui ont été payées soit par la ville, soit par Euro2016, ont comptabilisés en recettes au titre de l'exercice 2016.

SBA et la Ville de Bordeaux n'ayant pas trouvé d'accord sur les conditions financières de l'accueil de l'Euro 2016 (non définies dans le contrat de partenariat), une procédure contentieuse a été entamée par SBA fin 2016. La société réclame le paiement des prestations commandées mais non payées, ainsi que le manque à gagner résultant de la mise à disposition du stade pendant 2 mois.

Le montant réclamé s'élève à 1 756 K€ HT.

Fin 2018, le tribunal administratif a rejeté la requête de SBA. Une requête en appel a été déposée. Début 2020, la Ville de Bordeaux a rendu son mémoire en défense, la réplique de SBA est en cours de rédaction.

Pour mémoire, la Ville de Bordeaux a payé 707 K€ HT à SBA pour la mise à disposition du stade, tandis qu'elle a perçu 1 394 K€ HT de la FFF pour recevoir 5 matchs de l'Euro 2016.

Financement du projet :

La ville de Bordeaux a eu recours à un contrat de partenariat pour finaliser le projet de construction du nouveau stade de Bordeaux.

Les sociétés FAYAT et VINCI en charge de la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et le financement partiel, ont en commun, créé la société exploitante : Stade Bordeaux Atlantique, « SBA ».

S'agissant du financement, outre l'apport des actionnaires, le titulaire du contrat de partenariat reçoit une rémunération de la ville pendant toute la durée du contrat couvrant les coûts suivants :

- *Études et conception*
- *Coûts annexe à la construction*
- *Intérêts intercalaires*
- *Coûts de fonctionnement*
- *Coûts de financement*

Cette rémunération est détaillée dans le contrat de partenariat comme suit (valeur à mai 2011) :

- *Redevance financière R1 de 8.120.179 € HT*
- *Redevance R2 gros entretien renouvellement (GER) de 619.391 € HT*
- *Redevance R3 d'entretien maintenance de 1.464.000 € HT*
- *Redevance R4 de gestion de 954.872 € HT (frais de gestion 364.287 € HT et impôt sur les sociétés 590.585 € HT).*
- *Recettes annexes garanties (RA) tirées de l'exploitation et venant en déduction des redevances dues par la ville, de 4.485.250 € HT*

Suite à la fixation des taux intervenue en avril 2015 (cf. paragraphe ci-dessous), le montant de certaines redevances a été diminué. Ainsi, tandis que les redevances versées par la collectivité selon le contrat étaient de 11 M€ (en valeur 2011, cf. détail dans le tableau ci-dessous), le montant des redevances réellement facturées en 2019 sont les suivantes :

Redevances	déc.-19	mai-11
Redevance financière R1	6 184 116	8 120 179
Redevance R2 (GER)	686 824	619 391
Redevance R3 (entretien-maintenance)	1 697 665	1 464 000
Redevance R4 (gestion)	902 139	954 872
Sous-total redevances perçues par SBA	9 470 744	11 158 442
RA, recettes annexes garanties	- 4 605 944	- 4 485 250
Sous-total redevances versées par SBA	- 4 605 944	- 4 485 250
Total redevances	4 864 800	6 673 192

La redevance R1 est destinée au remboursement et à la rémunération des financements. Elle se décompose en :

- Redevance R1.1 : redevance financière cédée et acceptée (faisant l'objet d'une cession de créance via un crédit Dailly, conformément à l'article 13 du contrat de partenariat)
- Redevance R1.2 : redevance financière non acceptée (part des coûts d'investissements financée par les fonds propres)

Ces fonds, auxquels se rajoutent une subvention allouée par la ville, le département et la région de 75 millions d'euros et une avance de loyer de 20 millions d'euros, ont complété l'apport des actionnaires pour le financement du projet.

Instruments de couverture

Conformément au contrat de partenariat et plus particulièrement à son article 12.2, SBA a figé les loyers Financiers (R1) et le loyer IS (R4.2) de la Ville de Bordeaux avant la Mise à Disposition de l'ouvrage. La fixation des taux est intervenue le 9 Avril 2015 dans des conditions de marchés optimales avec un taux de swap 30 ans négocié à 72 bp (soit 0,72% + 0,15% de marge de swap et 1,1 % de marge de crédit Dailly = 1,97 %), ce qui représente une économie substantielle par rapport aux charges initiales anticipées par la ville dans le cadre de l'offre.

Dans le cadre de cette opération, SBA a contracté deux swaps de taux (Fixe contre variable, la Dette bancaire étant levée sur la base des taux Euribor 3M) auprès des Banques de Couvertures, identifiées dès la signature du contrat de partenariat : Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Ltd et Dexia Crédit Local.

Chaque Banque a contracté 50% de l'instrument de couverture pour un montant respectif de 57 160 913 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**Prévisions d'activité en 2020 :**

En réponse à la crise sanitaire du Coronavirus, le Gouvernement a décidé des mesures de confinement pour protéger la population. Les arrêtés des 14 et 15 mars 2020 ont imposé la fermeture des établissements accueillant du public, interrompant brutalement l'activité de SBA.

SBA a par conséquent procédé à la fermeture temporaire du stade le lundi 16 mars 2020.

C'est dans ce cadre que la société a placé ses salariés en activité partielle à 100% et en télétravail pour les deux personnes qui bénéficient d'un contrat de mise à disposition.

Considérant que le covid-19 est un cas de force majeure, la société a informé la Métropole que les recettes nettes garanties ne pourront donc plus être versées. Le montant dû à la date d'arrêt des comptes du 9 avril 2020 s'élevait à 1,2 M€.

Les risques principaux de cette crise sanitaire résident dans l'incertitude d'une date de reprise de l'exploitation du stade ainsi que d'une forte baisse de l'activité, notamment due à l'annulation d'événements dans les mois futurs.

La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive. A ce stade, il est difficile d'anticiper à quel point l'impact sur l'activité sera négatif.

Changement de prêteur :

Le 16 01 2020, Dexia Crédit Local a cédé ses 50% de la créance Dailly à La banque postale. Le montant de la créance cédée est de 50 555 171 €.

Cette cession n'a aucune incidence financière pour SBA ni pour Bordeaux Métropole.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	280 562		22 000
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	212 907 279		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. install. générales, agenc., aménag.	204 535		100 103
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 969 414		4 728
Installations générales, agenc., aménag.	2 129 684		34 581
Matériel de transport			4 356
Matériel de bureau, informatique, mobilier	65 490		7 122
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	222 276 404		150 891
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	104 097 065		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	104 097 065		
TOTAL GENERAL	326 654 031		172 891

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			302 562	
Terrains				
Constructions sur sol propre			212 907 279	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			304 639	
Installations techn., matériel et outillages ind.			6 974 142	
Installations générales, agencements divers			2 164 265	
Matériel de transport			4 356	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			72 612	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			222 427 294	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	2 986 723		101 110 342	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 986 723		101 110 342	
TOTAL GENERAL	2 986 723		323 840 199	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	208 586	41 307		249 893
Terrains				
Constructions sur sol propre	26 073 850	7 096 909		33 170 760
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	25 294	14 849		40 143
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 561 764	713 715		3 275 479
Installations générales, agenc. et aménag. divers	531 649	166 456		698 105
Matériel de transport		474		474
Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 691	11 585		36 276
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 217 248	8 003 989		37 221 237
TOTAL GENERAL	29 425 834	8 045 296		37 471 129

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Handwritten signature and initials.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités		5 500		5 500
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	1 048 661	389 332	190 481	1 247 512
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 048 661	394 832	190 481	1 253 012
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	240 160	4 260		244 420
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	240 160	4 260		244 420
TOTAL GENERAL	1 288 821	399 093	190 481	1 497 432
Dotations et reprises d'exploitation		393 593	190 481	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		5 500		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	101 110 342	3 066 336	98 044 006
Clients douteux ou litigieux	321 360	321 360	
Autres créances clients	54 625 896	5 230 533	49 395 363
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	599	599	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	4 079	4 079	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	614 155	614 155	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	49 824	49 824	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	50 523	50 523	
Charges constatées d'avance	131 185	131 185	
TOTAL GENERAL	156 907 964	9 468 595	147 439 369

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an.-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	101 544 421	3 500 415	13 175 657	84 868 349
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 770 921	2 770 921		
Personnel et comptes rattachés	145 788	145 788		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	109 234	109 234		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	26 338 014	1 013 667	4 856 724	20 467 623
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	18 352	18 352		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 641	7 641		
Groupe et associés	8 125 042			8 125 042
Autres dettes	1 956 147	1 956 147		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	146 265 131	7 176 769	36 750 248	102 338 114
TOTAL GENERAL	287 280 691	16 698 934	54 782 629	215 799 128

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40800000	Fournisseur factures non parvenues	1 288 100,06	828 585,91	459 514,15
40800100	Fournisseurs FNP Livrées non Factur		34 566,88	-34 566,88
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		1 288 100,06	863 152,79	424 947,27
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
40840000	Fournisseur factures non parvenues	5 811,13	5 528,91	282,22
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		5 811,13	5 528,91	282,22
AUTRES DETTES				
41980000	Avoirs à établir clients	1 046 039,64	999 276,84	46 762,80
45880000	Intérêts courus sur comptes courant	316 687,22	290 875,87	25 811,35
46860000	Divers - charges à payer	1 500,00	1 500,00	
TOTAL AUTRES DETTES		1 364 226,86	1 291 652,71	72 574,15
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Personnel - provision congés payés	34 448,00	34 444,00	4,00
42860000	Personnel - autres charges à payer	111 340,00	98 586,00	12 754,00
42863000	Frais déplacemt personnel, pensions	-599,00	1 073,10	-1 672,10
43820000	Cap charges sociales sur congés pay	17 224,00	17 222,00	2,00
43860000	Organismes sociaux cha payer	48 670,00	46 177,50	2 492,50
44860000	État charges à payer	12 343,34	26 567,61	-14 224,27
44861800	Charge à payer C3S	800,00		800,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		224 226,34	224 070,21	156,13
TOTAL CHARGES A PAYER		2 882 364,39	2 384 404,62	497 959,77

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2019

Compte	Libelle	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48500000	Charges constatées d'avance	131 184,70	30 444,28	100 740,42
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		131 184,70	30 444,28	100 740,42
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance (FI)	-146 265 130,72	-153 123 257,44	6 858 126,72
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-146 265 130,72	-153 123 257,44	6 858 126,72



[Signature]

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41810000	Clients - factures à établir	735 574,51	481 798,14	253 776,37
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		735 574,51	481 798,14	253 776,37
AUTRES CREANCES				
40980000	Fournisseurs - rrr et avoirs à obte	50 496,00	59 311,20	-8 815,20
43870000	Organismes sociaux pdt à recevoir	280,73	-254,77	535,50
44870000	État produits à recevoir	49 823,88	49 823,88	
46870000	Divers - produits à recevoir		409,40	-409,40
TOTAL AUTRES CREANCES		100 600,61	109 289,71	-8 689,10
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		836 175,12	591 087,85	245 087,27

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	9 941 027			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		62 167 425
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		62 167 425
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves	3 035 829	
Variations des subventions d'investissement	2 500 000	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		3 035 829
Résultat de l'exercice	2 782 260	
SOLDE		5 282 260
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		56 885 165

Provisions pour risques et charges

Déclaration au 31/12/2019

Rubriques	Situation et mouvements				Provisions à la fin de l'exercice
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Diminutions Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties donnés aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	1 048 661	389 332	190 481		1 247 512
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	1 048 661	389 332	190 481		1 247 512



[Signature]

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 31/12/2019

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018	%
Loyer R1.1.a redevance financière capital	2 986 723		2 986 723	2 891 436	3,30 %
Loyer R1.1.b redevance financière intérêts	2 056 396		2 056 396	2 126 593	-3,30 %
Loyer R1.1.2 redevances financière non cédée	1 140 997		1 140 997	1 135 321	0,50 %
Loyer R2 redevance GER	686 824		686 824	678 374	1,25 %
Loyer R3 redevance exploitation maintenance	1 697 665		1 697 665	1 673 798	1,43 %
Loyer R4 redevance de Gestion	902 139		902 139	896 540	0,62 %
Avance sur loyer	666 667		666 667	666 667	
Évènements	7 151 222	71 589	7 222 811	4 454 997	62,13 %
Naming Partenariat et loges	2 714 644		2 714 644	2 611 086	3,97 %
Autres prestations	211 692	5 432	217 124	272 647	-20,36 %

TOTAL	20 214 969	77 021	20 291 990	17 407 459	16,57 %
--------------	-------------------	---------------	-------------------	-------------------	----------------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantages en nature	3 383	79116000
Remboursements formation	410	79111400
Indemnités assurances	217 276	79121100
Refacturation travaux - frais	969 696	79120000
TOTAL	1 190 765	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Provision pour amende	5 500	68758000

TOTAL	5 500	
--------------	--------------	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Quote part de subvention virée au résultat	2 500 000	77700000
Régularisation exercices antérieurs	3 617	77800000

TOTAL	2 503 617	
--------------	------------------	--

Categories d'engagements	Total	Engagements donnés				
		Dirigeants	Filiales	Au profit de		
				Participations	Autres entreprises liées	Autres
Indemnités fin de carrière						

TOTAL						
Categories d'engagements	Total	Engagements reçus				
		Dirigeants	Filiales	Accordés par		
				Participations	Autres entreprises liées	Autres
Valorisation couverture Swap de taux	6 471 435					6 471 435

TOTAL						
Categories d'engagements	Total	Engagements réciproques				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
	6 471 435					6 471 435

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE					
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours					
TOTAL					
VALEUR NETTE					
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				1 021 992	1 021 992
Exercice en cours				291 237	291 237
TOTAL				1 313 229	1 313 229
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				187 923	187 923
A plus d'un an et moins de 5 ans				4 802	4 802
A plus de cinq ans					
TOTAL				192 725	192 725
VALEUR RESIDUELLE				17 000	17 000
Montant pris en charge ds exerc.				291 237	291 237

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen	13	2
Effectif moyen intérimaires		2
TOTAL	13	4

Date d'arrêté	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	9 941 027	9 941 027	9 941 027	9 941 027	9 941 027
Nombre d'actions					
- ordinaires					
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	20 291 990	17 407 458	19 741 363	19 206 186	13 045 444
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	5 471 647	5 198 567	5 054 614	5 264 806	1 870 959
Impôts sur les bénéfices		-907		832	
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	8 253 907	8 235 303	8 393 860	8 556 336	5 536 414
Résultat net	-2 782 260	-3 035 829	-3 339 246	-3 292 362	-3 665 454
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	0	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	13	12	11	11	
Masse salariale	641 007	681 030	500 290	523 663	
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	312 902	213 480	239 241	388 473	

STADE BORDEAUX ATLANTIQUE
Société par actions simplifiée au capital de 9 941 027 Euros
Siège social : 12-14 rue Louis Blériot, 92500 Rueil Malmaison
535 010 276 RCS NANTERRE

EXTRAIT ACTE UNANIME DES ASSOCIES
EN DATE DU 17 AVRIL 2020

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

La collectivité des associés, après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, font apparaître une perte de (2 782 260) Euros, décide, sur proposition du Comité de Surveillance, d'affecter la perte de l'exercice de la manière suivante :

Perte de l'exercice :	(2 782 260) euros
Report à nouveau au 31 décembre 2018 après affectation :	(13 606 936) euros
	=====
Report à nouveau au 31 décembre 2019 après affectation :	(16 389 196) euros

Les capitaux propres de la Société s'établissent à 56 885 165 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, la collectivité des associés prend acte qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée, au titre des trois derniers exercices de la société.

Certifiée conforme
Par le Président,
Monsieur Christophe PIERREL



**Grefe du Tribunal
de Commerce de NANTERRE**
4 rue Pablo Néruda
90020 NANTERRE CEDEX

Bordeaux, le 11 juin 2020

Ref. : SAS " STADE BORDEAUX ATLANTIQUE "
R.C.S. 535 010 276
Dépôt des comptes annuels

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli, aux fins de dépôt au greffe, les documents suivants, à savoir :

- ♦ le rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels ainsi que la certification des comptes annuels de la Société (bilan, compte de résultat et annexe) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- ♦ la résolution d'affectation du résultat votée par l'assemblée.

Vous trouverez aussi un chèque bancaire pour le règlement des frais de dépôt.

Je vous remercie par avance de bien vouloir adresser la facture au nom de la société STADE BORDEAUX ATLANTIQUE et l'attestation de dépôt des comptes à l'adresse suivante :

FAYAT SAS
Madame Isabelle de MALGLAIVE
137 Rue du Palais Gallien – BP 90028
33029 BORDEAUX cedex

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Cathy BOUDAULT

